Dominique LOISEAU, *Femmes et militantismes*,
préfaces de Michelle Perrot et de Michel Verret,
Paris, L'Harmattan, 1996, 239 p.

Christine BARD

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/clio/365>

DOI : 10.4000/clio.365

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 1998

ISBN : 2-85816-367-7

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Christine BARD, « Dominique LOISEAU, *Femmes et militantismes*, préfaces de Michelle Perrot et de Michel Verret, Paris, L'Harmattan, 1996, 239 p. », *Clio. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 7 | 1998, mis en ligne le 21 mars 2003, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/clio/365> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.365>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

Dominique LOISEAU, *Femmes et militantismes*, préfaces de Michelle Perrot et de Michel Verret, Paris, L'Harmattan, 1996, 239 p.

Christine BARD

- 1 Il n'est pas facile de renouveler l'histoire du militantisme des femmes qui fut l'un des objets de prédilection des études féministes dès les années 1970. Dominique Loiseau y est parvenue dans ce livre, issu d'une thèse réalisée sous la direction de Michelle Perrot. D'abord parce qu'elle connaît bien le terrain, cette région de St.-Nazaire, haut lieu de luttes des « métalllos ». Sociologue autant qu'historienne, elle a réalisé un grand nombre d'interviews et sait, pour participer à la grande entreprise collective du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, l'utilité de la prosopographie. Ainsi peut-elle varier ses sources, orales et écrites (archives d'organisations, presse). La force de son travail est d'avoir su lier l'histoire des organisations et celle de militantes, la « grande histoire » politique et la « petite histoire » du quotidien de ces femmes avides d'échapper à l'isolement de leur foyer et de participer au changement social.
- 2 L'originalité de ce livre est de mettre en évidence le rôle des épouses, des ménagères dans la sphère publique via des associations dont le rôle est trop souvent minimisé, au profit des partis et des syndicats. Cette vie associative, qu'elle soit catholique ou communiste, est d'une extraordinaire richesse : elle crée une véritable communauté mixte. Mais cette mixité résulte, paradoxalement, d'une organisation non mixte des secteurs de l'intervention militante. Le monde ouvrier nazairien pratique et exacerbe même la traditionnelle division sexuelle du militantisme : aux hommes, le syndicalisme, aux femmes, les mouvements familiaux (voir l'article que Dominique Loiseau a publié dans *Clio*, n° 3, 1996). Le conseil municipal compte très peu de femmes (entre une et deux conseillères, socialistes ou communistes, dans les années 1950 et 1960, soit 3 à 6 %). Elles sont pourtant nombreuses, à partir des années 1930, à s'engager dans une multitude d'associations. Jeunes filles, elles militent à la Jeunesse

ouvrière chrétienne féminine ou bien à l'Union des jeunes filles de France, communiste. La JOC et le « Parti » servent d'ailleurs d'« agences matrimoniales » et sont à l'origine de nombreux « foyers » militants. Après les catholiques qui ont compris, très tôt, l'utilité des organisations féminines, et fondé l'Association populaire des familles, les communistes élargissent leur audience auprès des femmes avec le Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme, puis avec l'Union des femmes françaises, issue de la Résistance. Les militantes sont chargées des activités d'entraide, de la lutte pour la paix, et soutiennent les luttes syndicales et politiques : ravitailler les grévistes, manifester le soutien de la « population » dans les rues, délégations de femmes auprès des pouvoirs publics... De leur côté, les catholiques fondent en 1937 la Ligue ouvrière chrétienne devenue à la Libération l'Association populaire familiale dont une branche formera en 1951 le Mouvement populaire des familles (dont l'histoire est depuis des années prise en charge par des sociologues comme Bruno Duriez, des historiennes comme Geneviève Dermenjian et des militant-e-s à la retraite qui ont publié plusieurs numéros de la revue du Groupement de recherche sur les mouvements familiaux : l'un d'entre eux porte spécifiquement sur les femmes).

- 3 L'importance du militantisme des « ménagères » s'explique en partie par la structure de l'emploi nazairien, avec seulement 24,4 % de femmes dans la population active en 1954 (la ville ne rejoint la moyenne nationale qu'en 1982 : 38,7 %). Elles ont aussi plus d'enfants que la moyenne des Françaises. Mais Dominique Loiseau montre également le rôle des idéologies et des mentalités : elle peut observer, comme l'a fait Sylvie Chaperon dans sa thèse consacrée à la même période des « trente Glorieuses » et du « baby boom », la convergence des communistes et des catholiques sur la « mission » familiale et maternelle des femmes. Elle rappelle aussi qu'à l'époque, « la femme au foyer » correspond à une aspiration largement répandue dans la classe ouvrière. Enfin, elle replace cette aspiration dans l'histoire d'un mouvement ouvrier hostile au travail des femmes et assez indifférent à leur syndicalisation. Après mai 1968, le nouveau féminisme ne se trouve pas à St-Nazaire en terrain favorable : le Planning familial et le groupe femmes de la Confédération syndicale du Cadre de vie se heurtent aux réticences des associations féminines et des syndicats. Ce conflit (aujourd'hui estompé) permet à l'auteure de conclure que, pendant les cinquante années de luttes qu'elle analyse, l'identité de classe a, pour les militantes, primé sur toute autre identité. L'ouvrage souligne le champ des possibles pour ces femmes (militer, oui, mais à condition que « ma » lessive soit faite) mais ne se contente pas d'un jugement aussi lapidaire. « Malgré tout, en dépit des problèmes, pour la plupart des femmes interrogées, militer signifie exister », écrit Dominique Loiseau dans un article inspiré par cette recherche (« Les militantes de l'ombre : femmes de... », Michel Dreyfus, Claude Pennetier, Nathalie Viet-Depaule dir., *La Part des militants*, Paris, L'Atelier, 1996, p. 270).